

# PRIVILÉGIER UNE ALIMENTATION RESPECTUEUSE, RÉMUNÉRATRICE ET ACCESSIBLE

POUR TOUTE LA POPULATION, SANS DISTINCTION



Et si les risques et bénéfices associés à notre façon de consommer et de se nourrir étaient équitablement et justement répartis entre tous les acteurs du système alimentaire ?

INFO

équiterre



Pour que notre façon de s'alimenter soit durable, il faut avant tout qu'elle soit « juste ». Dans le cas de l'alimentation, la notion de justice fait référence à une situation où « les risques et bénéfices associés aux activités du système alimentaire sont répartis de façon juste et équitable entre tous ses acteurs<sup>1</sup> ». Pour cela, il faut que le système alimentaire puisse nourrir tout le monde en prenant soin à la fois des producteurs.trices, des consommateurs.trices et de la planète. Notre système alimentaire doit notamment favoriser une alimentation qui est à la fois rémunératrice et respectueuse des producteurs.trices, et accessible pour les consommateurs.trices.

## Qu'est-ce que signifie une alimentation rémunératrice et respectueuse pour les producteurs et les productrices ?

*La situation actuelle : les aliments et le travail agricole sont dévalorisés*

Le passage à une agriculture et à une alimentation industrielle, suite à la Seconde Guerre mondiale, a entraîné une coupure du lien entre l'aliment et la nature. **L'agriculture et l'alimentation sont devenues en quelque sorte des activités déconnectées<sup>2</sup>**. Cette déconnexion a conduit à une forme de dévalorisation des aliments : en ne produisant pas nous-mêmes nos aliments, et en perdant de vue le travail nécessaire à leur production, nous leur accordons moins de valeur.

De plus, l'aliment a aussi perdu de sa valeur vitale : en étant bien nourri, nous avons oublié que la nourriture est nécessaire à notre survie<sup>3</sup>. De plus, la part du budget des ménages consacré à l'alimentation a baissé, bien que le prix des aliments a en général augmenté depuis les années 60<sup>4</sup>. En 2017, les ménages canadiens consacraient en moyenne 10 % de leur budget à l'alimentation, contre 19 % en 1960<sup>5</sup>. Ces différents facteurs ont entraîné **une dévalorisation du travail agricole en général**. Les activités agricoles peuvent être mal vues par la population et les agriculteurs.trices peuvent vivre des problèmes d'intégration sociale<sup>6</sup>.

En outre, au Canada, la rémunération moyenne en agriculture est relativement faible, notamment en raison de la mondialisation de l'agriculture après la Seconde Guerre mondiale. Dans ce contexte, la compétitivité est accrue et les coûts de production doivent être les plus bas possibles, y compris les salaires<sup>7</sup>. Cela contribue au fait qu'« un moins grand nombre de travailleurs canadiens qu'auparavant sont prêts à travailler dans ce domaine aujourd'hui », même si l'écart de rémunération s'est rétréci avec les autres types d'industries entre 2000 et 2016<sup>8</sup>. De plus, la mécanisation (l'arrivée des machines) et la faible disponibilité des terres, entraînent de forts coûts de production pour les producteurs.trices qui doivent souvent s'endetter pour acheter une terre et leurs machines, créant un problème de relève agricole<sup>9</sup>.



Dans ce contexte, alors qu'il est déjà extrêmement exigeant et présente de nombreuses contraintes, notamment saisonnières<sup>10</sup>, le métier de producteur.trice est encore plus difficile. Au Canada, 58% des agriculteurs.trices présentent des symptômes d'anxiété, 35% souffrent de dépression et 45% se disent très stressés.ées<sup>11</sup>. Au Québec, le taux de suicide des agriculteurs.trices est deux fois plus élevé que dans la population générale.

Parallèlement à ces constats inquiétants, **le recours à des travailleurs agricoles étrangers est une pratique répandue au Canada afin de combler un besoin évident en main d'œuvre**<sup>12</sup>. Environ 16 000 travailleurs étrangers temporaires viennent chaque année au Québec pour travailler, généralement au salaire minimum, sur des productions agricoles<sup>13</sup>. Leurs conditions de vie sont parfois extrêmement précaires (logements exigus, insalubres, sans chauffage, etc.), bien que cela est de plus en plus dénoncé. «Aucun travailleur québécois ne voudrait travailler dans ces conditions», témoigne une ancienne employée d'une production agricole<sup>14</sup>. Le risque que le système alimentaire actuel profite de la situation précaire de ces travailleurs étrangers est bien réel, ce qui pose d'importantes questions éthiques.

Lors de l'été 2020, la nécessité de verser des primes pour inciter les Québécois à travailler dans les productions agricoles, alors que la COVID-19 limitait l'arrivée de travailleurs étrangers, a renforcé ces questions en démontrant l'insuffisante rémunération pour le travail accompli.

### Reconnaître les travailleurs et travailleuses agricoles

Cette dévalorisation du travail agricole et des aliments ainsi que les conséquences qui en découlent n'est pas acceptable dans une perspective d'alimentation durable. Il est nécessaire de revaloriser nos aliments et de se rendre compte que nos producteurs.trices accomplissent **une mission vitale et essentielle**. Cette revalorisation passe notamment par une rémunération adéquate de leur travail et une reconnaissance de leur rôle dans notre système alimentaire.

### Comment encourager cette reconnaissance ?

Bien entendu, les gouvernements ont une responsabilité très importante dans cette reconnaissance et cette rémunération adéquate, mais en tant que citoyen.ne nous pouvons aussi agir :

- Intéressez-vous au travail d'agriculteur.trice, écoutez des reportages ou des documentaires (comme le documentaire [La détresse au bout du rang](#), les vidéos de Radio-Canada comme [Alimentaire: le Québec peut-il être autonome ?](#), ou [Le prix des terres agricoles, un obstacle important pour la relève](#), ou même des films comme [Au nom de la terre](#)), suivez les publications de l'[Union des producteurs agricoles](#), du [Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec](#) et du [Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec](#) par exemple, lisez des articles de journaux et des ouvrages sur leur réalité, et si possible, engagez le dialogue avec eux afin de démystifier cette profession ;



- Encouragez financièrement les producteurs.trices en achetant vos produits selon la formule de l'Agriculture soutenue par la communauté. Dans cette situation, les consommateurs.trices garantissent un revenu régulier aux producteurs.trices en achetant d'avance leur part de récolte. Cela permet aux fermiers.ières de ne pas s'endetter et d'être certains.es de leur revenu<sup>15</sup>. [Le réseau des fermiers.ères de famille au Québec](#) regroupe 141 fermes qui fonctionnent selon ce principe! ;
- Consommez de manière générale des produits en circuits courts. Ce mode de mise en marché, qui privilégie la relation directe entre le.la producteur.trice et le.la consommateur.trice (maximum un intermédiaire), permet généralement une meilleure rémunération pour celles et ceux qui nous nourrissent. La participation à un circuit court peut se faire via l'abonnement à des paniers fermiers ou paniers bio, ou par l'achat direct à la ferme ou dans les marchés publics, par exemple.



## Qu'est-ce-que signifie une alimentation accessible pour les consommateurs et consommatrices ?

### La situation actuelle : l'alimentation n'est pas accessible pour tout le monde

Pour que l'alimentation soit accessible, il faut que la distance entre le domicile du citoyen-mangeur et le lieu d'approvisionnement ne soit pas trop grande. On parle généralement de 1 km en ville et 16 km en campagne<sup>16</sup>. Il faut aussi que les aliments disponibles soient variés et sains, et qu'il y ait suffisamment de disponibilité. Ces aliments doivent être à un prix abordable permettant une accessibilité économique pour les mangeurs.euses et doivent respecter les préférences, valeurs, croyances et connaissances culinaires des consommateurs<sup>17</sup>. De nos jours, bien que nous vivions dans un pays riche, toute la population n'a pas accès à une alimentation suffisante, saine et respectueuse de ses valeurs. Au Canada, en 2017-2018, environ 13% des ménages ont connu une situation d'insécurité alimentaire (à différents niveaux de gravité) et ce nombre est

probablement sous-estimé, ne prenant pas en compte les itinérants et les Premières Nations vivant en réserve<sup>18</sup>.

**On considère que l'on est en état de « sécurité alimentaire » lorsque qu'on a « à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive » qui nous permet de satisfaire nos « besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active<sup>19</sup>».** L'insécurité alimentaire, peut avoir des conséquences importantes sur la santé physique (malnutrition, asthme, surpoids, migraines, hypertension, maladies cardiaques et problèmes intestinaux) et mentale (troubles anxieux et dépressifs)<sup>20</sup>.



L'insécurité alimentaire ne touche pas toutes les populations de la même manière. **Au Canada, l'insécurité alimentaire des ménages autochtones ou racisés est 2 à 3 fois supérieure à la moyenne nationale**<sup>21</sup>. À Montréal par exemple, ce sont principalement des quartiers défavorisés, où sont présentes des populations non-blanches ou issues de l'immigration qui sont touchées par l'insécurité alimentaire<sup>22</sup>.

Au Québec, 48% des ménages des Premières Nations vivant en réserves sont affectés par l'insécurité alimentaire<sup>23</sup>. Cette population est aussi davantage sujette à l'obésité et au diabète que la moyenne québécoise. Il est probable que cela soit dû notamment au faible accès à des aliments sains. Le Nunavut, territoire dont 85%<sup>24</sup> de la population est Inuit, enregistre le plus fort taux d'insécurité alimentaire de toutes les provinces et territoires du Canada, soit près de 50% des ménages en 2012. Trois enfants sur cinq y vivent dans une famille en situation d'insécurité alimentaire<sup>25</sup>.

Le prix élevé des denrées alimentaires dans les réserves et le Grand Nord, le faible revenu de ces populations et le plus faible accès aux aliments traditionnels, notamment à cause de la perte de connaissances communautaires et des changements climatiques, etc., expliquent cette situation d'insécurité qui les précarise encore davantage<sup>26</sup>.

#### *Les solutions pour faire face à cette insécurité*

Au Québec, depuis 2007, le nombre de personnes ayant recours aux banques alimentaires est en hausse, probablement à cause des crises financières<sup>27</sup>. La crise sanitaire de COVID-19 a aussi considérablement augmenté les cas d'insécurité alimentaire qui ont grimpé à 26% des adultes au début de la pandémie<sup>28</sup>. Cette situation est néanmoins plus complexe à résoudre qu'elle n'y paraît, étant un problème systémique et certaines solutions, comme la baisse du prix des denrées alimentaires, peut avoir des répercussions négatives, telle une augmentation de l'insécurité alimentaire pour les producteurs.trices par exemple.

L'Observatoire québécois des inégalités propose des solutions pour agir sur l'insécurité alimentaire comme l'augmentation du soutien aux banques alimentaires. En effet, ces dernières permettent d'aider 500 000 personnes par mois au Québec. D'autres initiatives comme les épiceries solidaires ou le glanage existent. Elles ne sont toutefois pas optimales car elles ne s'attaquent pas à la source du problème. Ainsi, L'Observatoire préconise aussi plus de concertations entre ministères, une évaluation de la situation et « des mesures de prévention de la pauvreté et du soutien au revenu<sup>29</sup> ». Par exemple, **l'instauration d'un revenu universel ou salaire minimum garanti** pourrait permettre à toutes et tous d'augmenter leur budget pour l'alimentation et ainsi d'avoir accès financièrement à une alimentation de qualité sans avoir à baisser le coût des denrées. Beaucoup d'autres mesures sont imaginables, comme des politiques fiscales incitant l'installation de marchés de fruits et légumes frais par exemple<sup>30</sup>. Les gouvernements ont donc une grande responsabilité pour rendre la nourriture plus accessible.

### Comment participer à une plus grande accessibilité de l'alimentation ?

En tant que citoyen.ne, vous pouvez aussi agir :

- Devenez bénévole auprès d'un service d'aide alimentaire (épicerie communautaire, banque alimentaire, vendeurs.euses itinérants.es etc.). Même s'ils ne sont pas la solution idéale, ces services demeurent essentiels tant que les gouvernements n'auront pas changé le système alimentaire en profondeur!
- Partagez votre jardin si vous en avez un. Le programme [Partage ta terre à Montréal](#) est une initiative qui pourrait être reprise ailleurs au Québec;
- Repérez les [frigos communautaires](#) proches de chez vous et n'hésitez pas à les alimenter dès que vous en avez l'occasion;
- Partagez les connaissances que vous avez apprises sur cette fiche avec votre entourage et approfondissez vos recherches.



## Bibliographie

- 1 Gottlieb, R. Joshi, A. Food Justice, 2010, The MIT Press.
- 2 Prévost, B. [Des circuits courts à la reterritorialisation de l'agriculture et de l'alimentation](#). [En ligne], 2014, Revue internationale de l'économie sociale  
  
POULAIN, J-P. *Sociologie de l'alimentation : Les mangeurs et l'espace social alimentaire*, 2017, France : Paris, Presses Universitaire de France, 269p.
- 3 J.W-A. [Question de culture - Numéro 485](#), [En ligne], 2019, Bulletins de l'ILEC.
- 4 RADIO CANADA. [Payez-vous plus cher qu'avant ?](#), [En ligne], 2019.
- 5 STATISTIQUE CANADA. [Enquête sur les dépenses des ménages](#), [En ligne], 2008.
- 6 LEVÉE, V. [Malaise chez la relève agricole](#), [En ligne], 2011, Contact.
- 7 CENTRE INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE. [Les travailleurs migrants dans le secteur agricole au Québec et au Canada](#), [En ligne], 2012, Trousse d'information sur le droit international et l'action syndicale.
- 8 ZHANG, Y. OSTROVSKY, Y. ARSENAULT, A. [Travailleurs étrangers du secteur de l'agriculture au Canada](#), [En ligne], 2021, Statistique Canada.
- 9 LEVÉE, V. [Malaise chez la relève agricole](#), [En ligne], 2011, Contact.  
  
LA PRESSE CANADIENNE. [L'endettement des fermes québécoises est élevé, mais pas excessif](#), [En ligne], 2019.
- 10 BOUFFARD, C. FORTIN, M-J. [Producteur, avez-vous une bonne qualité de vie ?](#), [En ligne], 2014, MAPAQ.
- 11 ST-PIERRE, R. [Santé mentale des agriculteurs : des besoins criants, mais peu de ressources](#), [En ligne], 2019, Radio-Canada.
- 12 ZHANG, Y. OSTROVSKY, Y. ARSENAULT, A. [Travailleurs étrangers du secteur de l'agriculture au Canada](#), [En ligne], 2021, Statistique Canada.
- 13 CAMERON, D. [Québec versera 45 millions pour une prime aux travailleurs agricoles](#), [En ligne], 2020, La Presse.
- 14 LAVIGNE, N. [La face cachée des tomates Demers](#), [En ligne], 2021, Radio-Canada.
- 15 MAPAQ. [Agriculture soutenue par la communauté](#), [En ligne].
- 16 COLLECTIVITÉS VIABLES. [Accessibilité des aliments](#), [En ligne].
- 17 INSPQ. [Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec : analyse de situation et perspectives d'interventions](#), [En ligne], 2013.
- 18 L'ENCYCLOPEDIE CANADIENNE. *Insécurité alimentaire au Canada*, [En ligne], 2020.
- 19 Définition du Comité de la Sécurité alimentaire mondiale, adopté lors du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996.
- 20 TIRGER, P. [Évolution des profils des bénéficiaires des banques alimentaires du Québec](#), [En ligne], 2020, Observatoire québécois des inégalités, Montréal.
- 21 TARASUK, V. [L'insécurité alimentaire au Canada](#), [vidéo], 26 mars 2020, Food insecurity policy research.
- 22 LEVASSEUR, N. L'insécurité alimentaire à Montréal-Nord : un enjeu de démocratie alimentaire ?, [En ligne], 2020, Université de Montréal.
- 23 « Les termes « Premières Nations » et « Autochtones » sont à ne pas confondre. Les Autochtones au Canada sont répartis en trois groupes: Premières Nations (50,7%), Métis (37,9%) et Inuits (7,6%). Ainsi, les Premières Nations sont des Autochtones, mais tous les Autochtones ne sont pas des Premières Nations. » ST-CYR-LEROUX, B. [Insécurité alimentaire, obésité et diabète : portrait inquiétant des Premières Nations](#), [En ligne], 2019, UDEMNOUVELLES.
- 24 L'ENCYCLOPEDIE CANADIENNE. [Nunavut](#), [En ligne], 2020.
- 25 BANQUES ALIMENTAIRES CANADA. [L'insécurité alimentaire dans le Nord : Un fléau que l'on ne peut plus ignorer](#), [En ligne], 2016.
- 26 BANQUES ALIMENTAIRES CANADA. [L'insécurité alimentaire dans le Nord : Un fléau que l'on ne peut plus ignorer](#), [En ligne], 2016.
- 27 TIRGER, P. [Évolution des profils des bénéficiaires des banques alimentaires du Québec](#), [En ligne], 2020, Observatoire québécois des inégalités, Montréal.
- 28 INSPQ. [COVID-19 - Pandémie et insécurité alimentaire](#), [En ligne], 2020.
- 29 TIRGER, P. [Évolution des profils des bénéficiaires des banques alimentaires du Québec](#), [En ligne], 2020, Observatoire québécois des inégalités, Montréal.
- 30 GONTHIER-GIGNAC, V. [La justice alimentaire, de la militance à la recherche universitaire](#), [En ligne], 2019, Françoise Stéréo.